

## Doit-on sauver le soldat européen Ukraine ?

Doit-on sauver le soldat européen Ukraine et ensuite comment aller l'expliquer sur le terrain ? Voilà un exemple de questions qu'il convient de se poser à la veille des élections européennes alors que de nombreuses questions de fond restent encore peu comprises au sein de la population quant à l'intégration de certains pays. Et pourtant celui-ci aussi le vaut bien.

---

Par François CHARLES

Economiste, conseil en stratégie et management, président de l'Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

---

Après la Politique Agricole Commune qui a permis de manger après guerre ; après l'entrée rapide des premiers pays de l'Est dans l'Union par sauvetage, profitant de la fragilité de l'ours russe et aussi sans doute se faire pardonner de 1938, 56 et 68 ; puis après l'entrée de la Grèce dans l'euro ; une possible intégration de l'Ukraine *aux hormones* sera peut être la quatrième vraie décision politique européenne passant outre certaines réalités logiques (T/F). Mais posons nous certaines questions, analysons certaines réalités et certaines options de raisonnement et d'action.

Stratégiquement, quel est le vrai objectif ? Pourquoi et quand l'atteindre ? Doit on faire rentrer l'Ukraine, pays qui ressemble beaucoup à la France par sa superficie et le nombre actuel de régions, comme nous

l'avons fait pour les autres pays de l'Est, désormais abreuvés de fonds structurels, afin qu'ils ne représentent pas un risque extérieur dans le cadre de notre politique de voisinage veillant à préserver et renforcer nos frontières. ? Sommes nous pressés ? Respecte-t-elle les critères d'intégration ? L'accord entre l'Ukraine et la Russie sera-t-il perpétuel sachant par ailleurs que l'Ukraine, voire la Russie jusqu'à l'Oural seront à terme européennes ? N'est-il pas seulement important pour nous que l'Ukraine n'ait pas un accord exclusif avec la Russie sans rentrer aussitôt dans l'Union de façon précipitée ?

**Les parties en présence n'ont pas les mêmes lunettes dans cet épisode de guerre froide sans cette fois les Etats-Unis.**

L'Ukraine est en difficulté financière et son président est pressé et prêt à se donner au plus offrant pour 20 milliards d'euros, sans toutefois perdre son âme. L'Union Européenne souhaite installer un accord d'association et un traité de libre échange, comme elle le fait avec d'autres pays, pour faciliter encore plus les liens étroits avec l'Allemagne et l'Italie, mais à la condition que l'ancienne dirigeante Loulia Timochenko puisse être transférée en Allemagne pour être soignée. Contrairement à ce que les Ukrainiens pensent, il ne s'agissait pas encore d'un accord d'intégration vis-à-vis de cette

cible potentielle et naturelle mais d'une première appréciation sur l'un des critères d'intégration. Vladimir Poutine quant à lui veut préserver sa base militaire navale de Sébastopol jusqu'en 2042, voisine de la nouvelle base navale ukrainienne, en échange d'un accord privilégié sur le gaz et d'une aide sans condition mais remboursable si l'Ukraine se tourne vers l'Union européenne. Les Européens dépendent aussi du gaz russe et d'un tarif avantageux mais pourraient aussi aider l'Ukraine à maintenir ses 48% d'énergie nucléaire et l'aider à retraiter ses déchets, pour être moins dépendante de son voisin comme la Pologne vient de le décider. A la veille de la signature avec l'UE, un revirement soudain est arrivé, rappelant la marche en arrière de l'intégration dans l'OTAN pour mieux avancer à nouveau avec manoeuvres communes et inaugurations. On peut comprendre la réaction populaire dans cette partie d'équilibriste à trois.

**Vladimir Poutine ne semble pas avoir fait le deuil ou le constat de certaines réalités.**

Vladimir Poutine se comporte comme si l'Ukraine n'était pas souveraine en se demandant comment réagirait l'UE si son ministre des affaires étrangères allait en Grèce (le Monde). Il oublie que l'Ukraine, n'est pas en Russie et n'est plus en Union soviétique depuis 1991 tout en conservant

certaines relations, comme le font de nombreuses autres républiques, et que l'Ukraine n'est pas la Tchétchénie ni la Syrie. Notons que le Président russe s'est permis une allusion à Chypre. S'agit-il d'imaginer un pays coupé en deux comme nous l'avons connu avec la République *Démocratique* d'Allemagne mais cette fois à cause d'une guerre économique liée néanmoins à une situation militaire stratégique ? Tant que Moscou donne de la voix, elle ne donne pas des armes et ne le peut encore guère mais n'a plus non plus cette impuissance financière ni ce laisser faire de 1989 qui permis d'ouvrir les portes et de faire tomber le mur de Berlin. Comme pour les insurrections de 1953 en RDA puis dans les pays voisins, la Russie ne pourrait-elle pas à nouveau protéger « sa zone » pour faire le deuil des pays baltes ? En 1956, les manifestants hongrois avaient pensé avoir gagné pour sortir de l'emprise soviétique mais ont été abusés par le pouvoir qui a fait croire à une souplesse pour calmer le jeu tout en appelant en même temps l'armée russe. Par contre, lors du printemps de Prague de 1968, les Russes sont intervenus contre le pouvoir et les manifestants. En Ukraine, une partie du peuple répartie à l'Ouest du pays incluant Kiev est favorable à l'Union et tire profit du revirement de situation pour reprocher au pouvoir ses exactions et lui demander de partir, espérant

être protégés par l'Union européenne. Parlez en aux Tchèques et aux Hongrois... Si en RDA, peu de personnes étaient favorables aux Russes, il en était par contre différemment dans les autres pays et il l'est d'avantage en Ukraine où le tiers Est de la population est beaucoup très russophone, comme dans les pays baltes ou cette minorité est peu à peu mais difficilement intégrée, ce qui n'a pas empêché l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie d'intégrer l'Union (...).

### **Une médiation internationale raisonnée qui mériterait une meilleure approche**

Nous nous retrouvons une fois de plus dans un exemple de jeux psychologiques qui permettent de mieux comprendre voire de solutionner cette situation de guerre économiques qui n'ira sans doute pas au delà. Le peuple ukrainien joue à « battez vous », « tes défauts » et « sans toi » en plaignant des limitations pour mettre l'autre mal à l'aise le président ukrainien qui joue à Schlemiel (rusé), et qui doit partir sinon il gagne avec un arrière goût de « tu vois bien comme j'ai essayé ». Rappelant les jeux bien connu en économie des prisonniers et des marchands de glace, considérant cette concurrence imparfaite, l'Union européenne et la Russie jouent aux équilibres de NASH du gain minimal commun si une possible cohabitation peut avoir lieu en Ukraine, alors que le

président ukrainien et le peuple jouent sur la matrice de gain maximal potentiel de Dresher et Flood pour l'une ou l'autre des parties. La situation est désormais tendue et il s'agit d'une négociation de crise et donc d'une médiation où il convient de faire attention aux solutions toutes faites, de ne pas faire le jeu de la force, respecter une porte de sortie honorable, une Meilleure Solution de Rechange (MESORE), et une solution gagnante-gagnante non forcément à 50-50.

Au crédit de V. Poutine, on remarquera que madame Ashton, le chef de la diplomatie européenne, qui pour une fois s'est montrée présente, a fait la faute d'aller discuter avec l'opposition. L'UE étant cette fois partie prenante, contrairement en Syrie, ceci n'a pas manqué de soulever la colère de Vladimir Poutine, successeur de Pierre le Grand, dont il faut comprendre les besoins psychologiques et ses peurs de perte d'influence et de territoire. Barack Obama aurait peut-être pu jouer le rôle de Nicolas Sarkozy comme quand ce dernier est intervenu pour la Géorgie mais il représente aussi l'OTAN qui énerve beaucoup le président russe. Et pourquoi ne pas envoyer plutôt l'ancien président Français, encore retiré de la politique, qui a beaucoup marqué l'Europe, plutôt que le couple semi exécutif constitué du Président de la commission et celui du Conseil européen ?